



4 JOURS EN ENFER ?

La semaine « en 4 jours », innovation managériale, montre le bout de son nez à la DGFIP. Amélie Verdier a annoncé en instance que les Services Centraux seraient expérimentateurs de la formule à la DGFIP. Sans préciser vraiment qui seraient les cobayes. Sur Nantes, le SRE (Pensions) et le Kibori (informaticiens), doivent-ils craindre d'y passer ?

Cette « expérimentation » est à la fois complètement déconnectée des aspirations des français-es, mais aussi et surtout dangereuse pour la santé des travailleur-euses de la fonction publique.

Les chiffres de nos baromètres CGT Cadres publiés l'année dernière font état de la volonté des ingénieur-es, cadres et professions techniques de réduire leur temps de travail. Une semaine de « 4jours » dangereuse, car, dans un contexte où le temps de travail est toujours aussi important pour les professions encadrantes, et où la fonction publique n'arrive plus à attirer suffisamment d'agent-es, cette mesure est contre-productive et constitue une véritable menace pour la santé des salarié-es.

A contrario, la CGT revendique :

- L'instauration de la semaine de 32h à salaire égal et avec réduction de la charge de travail ;
- La création de nouveaux emplois afin de répartir la charge de travail efficacement ;
- La prise en compte de la réduction du temps de travail dans les négociations annuelles obligatoires (NAO) ;
- La revalorisation salariale des métiers dits "féminisés" ;
- L'égalité salariale entre les femmes et les hommes ;
- La revalorisation des grilles indiciaires, ainsi qu'une meilleure reconnaissance des qualifications.

DÉGRINGOLADE

En 2000, la France était classée première au monde pour son système de santé (OMS). Fin 2022, la France n'était plus classée que vingtième...

Pénurie de professionnel-les de santé, déserts médicaux, démissions de soignant-es (même les médecins s'y mettent !), fermetures de lits et de services, ruptures de médicaments (même les plus basiques), inflation du reste à charge et des mutuelles... la catastrophe est là !

Pourtant, nous payons toujours autant via nos cotisations (et oui Bruno, quand on cotise, c'est pas gratuit !). Loin de se remettre en cause, les gouver-

nants veulent aller toujours plus loin en réduisant la prise en charge des Affections Longue Durée (ALD) et en culpabilisant les malades.

HAUSSE DU POUVOIR D'ACHAT

La mobilisation du 19 mars pour les salaires dans la Fonction publique a été de bonne tenue (12,8 % de grévistes à la DGFIP) mais très loin d'être en mesure d'infléchir les choses.

Et pourtant, les salaires dans la Fonction publique ont moins augmenté que ceux du privé, ces derniers ont en effet moins décroché de l'inflation. Selon l'Observatoire Français des Conjonctures Économiques (OFCE), le pouvoir d'achat des français-es devrait augmenter de 1 % cette année, en raison du ralentissement de l'inflation et à une hausse des revenus du patrimoine et des salaires.

À nuancer par l'analyse de l'OFCE qui indique que sur la période 2019-2023, le pouvoir d'achat a été très majoritairement tiré par les revenus du patrimoine et les baisses de fiscalité. Les salaires réels ont donc en revanche diminué au cours de la période.

URGENCE SALARIALE DANS LA FONCTION PUBLIQUE



EN GUERRE ? QUELLE GUERRE ?

Le matamore de l'Élysée n'en finit plus d'étirer la métaphore guerrière. Après avoir « guerroyé » contre le Covid, le voilà prêt à en découdre avec les russkoffs ! Dans le monde réel, la seule guerre qu'il mène réellement et avec constance, c'est la guerre sociale : guerre aux pauvres, guerre aux chômeurs, guerre au Code du travail, guerre aux fonctionnaires, guerre aux services publics, guerre aux salarié-es...

Pour la CGT, la Paix est une valeur fondamentale de notre engagement et nous saurons le rappeler inlassablement.

Par contre, la guerre de classe est un défi que nous savons relever. Et ce n'est pas la volonté d'avoir une « trêve » pendant les JO qui nous arrêtera.